

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Grèce

Aidons Syriza à faire accepter la seule politique réaliste pour l'Union européenne !

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 4 février 2015

Démocratie & Socialisme

Jean-Christophe Cambadélis affirme « *C'est un raz-de-marée contre l'austérité... Alexis Tsipras va renforcer le camp de ceux qui veulent réorienter la construction européenne et mettre définitivement fin à l'austérité* ». Emmanuel Macron s'aligne sur la politique de d'Angela Merkel qui clame : « *Pas de réformes, pas d'argent !* » alors que ce sont justement les « réformes » exigées par la Troïka qui ont plongé la Grèce dans le marasme et augmenté, de façon aussi vertigineuse, la dette grecque. Ces deux positions sont totalement contradictoires. Le Parti socialiste doit choisir et choisir de soutenir Syriza.

La proposition du gouvernement grec de restructurer sa dette en liant son remboursement à la relance de la croissance est la seule réaliste. La stratégie menée par l'Union européenne depuis le début de la crise de la dette publique a fait la preuve de sa nocivité.

Cette proposition est réaliste pour la Grèce, pour notre pays, pour l'Union européenne. Elle a le soutien de Barack Obama, à qui la stratégie de l'UE inspire de lourdes craintes pour l'économie mondiale et qui déclare : « *La meilleure façon de réduire les déficits et de restaurer la solidité fiscale, c'est de faire de la croissance* ». Matteo Renzi abonde dans le même sens en affirmant « *Nous voulons déplacer la discussion sur la politique économique, de l'austérité, de la rigueur vers la croissance et l'investissement* ». Le ministre britannique des finances, Georges Osborne, met en garde contre « *une confrontation Grèce-zone euro* » et les répercussions qu'elle pourrait avoir dans toute l'UE.

Une proposition réaliste pour la Grèce

La dette grecque n'est pas remboursable. Aucun pays ne pourrait consacrer 6 % du PIB au service de sa dette pendant plusieurs dizaines d'années. Surtout pas la Grèce dans la situation où l'a précipitée la politique de la Troïka. Le prix Nobel d'économie, Paul Krugman, écrit que ce serait « *vouloir tirer du sang à une pierre* » !

Le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis demande « *du temps pour respirer* » et estime, à juste titre, que « *la bonne stratégie pour Sisyphe est d'arrêter de pousser son rocher, pas de monter jusqu'en haut de la colline* ».

Les « plans de sauvetage de la Grèce » n'étaient que des plans de sauvetage des banques. Les 207 milliards d'euros versés soi-disant à la Grèce ont été versés sur un compte spécial (à la demande de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel). Leur destination essentielle était la Finance : 58 milliards d'euros pour la recapitalisation des banques, 101 milliards versées aux créanciers de l'Etat grec (essentiellement des banques), 35 milliards d'euros de paiement d'intérêts sur les bons du Trésor en 2011 et 2012. Une Finance qui a, d'ailleurs, su profiter de la crise pour transférer les titres de la dette publique grecque qu'elle détenait aux institutions européennes et au FMI. Un grand classique depuis la crise financière de 2007-2008 !

La politique de la Troïka a provoqué une catastrophe économique et sociale en Grèce : 6 ans de récession et une baisse de 25 % de son PIB, un taux de chômage dépassant 26 % ; le licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires ; une chute de 33 % du salaire moyen et de 25 % de la retraite moyenne ; 36 % de la population sous le seuil de pauvreté ; des coupes de 40 % dans les dépenses de santé ; des dizaines d'entreprises privatisées pour le plus grand profit des firmes transnationales allemandes et françaises, notamment...

Tout cela au nom de la réduction de la dette ! Cette politique est donc un échec complet : la dette de la Grèce s'élevait à 113 % de son PIB en 2009, elle atteint maintenant 176 % de ce PIB !

Une politique réaliste pour notre pays

Aidons Syriza à faire accepter la seule politique réaliste pour l'Union européenne !

La politique de l'UE a fait la preuve de sa nocivité. Le gouvernement grec essaie de desserrer l'étreinte de l'austérité et des « réformes structurelles » qui, en France, a mis 500 000 personnes de plus au chômage depuis l'arrivée notre parti au pouvoir. Il donne une nouvelle occasion à François Hollande de tenir les engagements pris en 2012 et de réorienter la politique de l'Union européenne. Avec son poids économique et politique, notre pays a les moyens de faire pencher la balance du bon côté s'il en entraîne d'autres pays dont les populations ne supportent plus les politiques imposées par la Commission européenne et la droite allemande.

La droite, en France, brandit la menace de ce que coûterait la restructuration de la dette grecque à notre pays. Elle est, cependant, bien silencieuse sur le coût autrement plus élevé d'un défaut de la dette grecque si l'Union européenne n'acceptait pas la proposition de Syriza.

Une politique réaliste pour l'UE

Tous les pays européens, même l'Allemagne, pâtissent des politiques d'austérité qui sont en train de plonger l'économie européenne dans la déflation.

La restructuration des dettes publiques des États européens, la mise en oeuvre d'un véritable plan de relance de plusieurs centaines de milliards d'euros, financé par des fonds publics, ceux d'une BCE délivrée de l'obligation d'appliquer les articles du traité européen qui lui interdisent de prêter aux États, ceux des États européens libérés du TSCG, apporteraient le souffle dont l'économie européenne a besoin.

Toutes les armes brandies par la droite européenne et la Commission contre la Grèce sont de véritables boomerangs.

Obliger la Grèce à faire défaut de sa dette ouvrirait une crise grave pour l'euro. Les marchés financiers craindraient pour leurs avoirs et augmenteraient les taux auxquels ils prêtent à l'Italie et à l'Espagne, la 3e et la 4e économie de la zone euro.

Obliger la Grèce à sortir de la zone euro (contre la volonté, qui plus est, du gouvernement grec) signifierait que l'adhésion à l'euro n'est pas définitive, comme l'affirme le traité européen. Là encore les marchés financiers auraient toutes les chances de prendre peur et l'écart de taux entre le Sud et le Nord de l'UE augmenterait, mettant en danger l'économie des pays du Sud et déclenchant une nouvelle crise de l'euro. L'Union européenne, elle-même, serait remise en question car la sortie de la Grèce de la zone euro pourrait entraîner d'autres, à commencer par le Royaume-Uni où David Cameron aurait de plus en plus de difficultés à ne pas organiser de référendum sur l'appartenance à l'UE.

Déclencher une crise bancaire en Grèce, au moyen d'un refus de la BCE d'alimenter en liquidités les banques grecques, serait tout aussi risqué. Comme toute crise bancaire, il est difficile de savoir où elle s'arrêterait, malgré le désengagement des banques françaises, allemandes, belges et britanniques du système bancaire grec. Ce serait prendre le risque, au moindre signe d'alerte dans un autre pays européen, que les déposants, déjà échaudés par la crise chypriote, se précipitent pour retirer leurs dépôts des banques.

Accepter la proposition du gouvernement grec aurait aussi un autre mérite, d'une énorme portée : permettre à la souveraineté populaire d'avoir droit à l'existence dans l'Union européenne. La déclaration de Jean-Claude Juncker « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » signifie que les élections ne servent plus à rien. C'est une négation de la souveraineté populaire, tout particulièrement en France où 54,6 % des votants avaient rejeté ces traités, lors du référendum de 2005. Il sera toujours possible de se lamenter de la montée de l'Extrême-droite en Europe après lui avoir ouvert un tel boulevard !